



Findings présente les résultats opérationnels des analyses économiques et sectorielles réalisées par la Banque mondiale et les gouvernements membres dans la Région Afrique. Findings est une publication périodique du Centre pour la gestion de l'information et de la connaissance (Knowledge Management and Learning Center - KLC).

Mali : une approche participative pour le développement de l'élevage

(traduit de l'anglais)

Cadre général

Le secteur d'élevage au Mali compte pour 43 % des exportations de bétail de la sous-région du Sahel. Cependant, alors que le sous-secteur comptait pour 28,6 % de la contribution de l'agriculture au Produit Intérieur Brut (PIB), l'investissement dans ce secteur se chiffrait seulement à 10,7 % du budget total alloué au développement rural. La dévaluation du Franc CFA en Janvier 1994 a augmenté la compétitivité des exportations de la viande rouge provenant des pays Sahéliens (y compris le Mali) et qui se limitaient aux pays importateurs de la côte (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo). Cependant, bien avant la dévaluation, un important changement de politique par le Gouvernement Malien avait souligné l'importance de la décentralisation du pouvoir politique et des décisions d'investissement. Dans le cadre de cette initiative, le Gouvernement a demandé à la Banque mondiale un appui dans l'initiation d'un processus participatif dans la formulation des politiques pour le sous-secteur de la viande rouge.

Méthodologie

Une technique d'évaluation rurale participative (PRA) fut utilisée dans cet exercice dans dix villages ; elle a consisté en l'organisation des ateliers d'initiation méthodologique et de formation, des consultations au niveau des villages avec les bénéficiaires, un atelier de clôture et une réunion pour tirer les recommandations à partir des informations collectées. Dès le commencement, l'exercice s'est assigné comme objectif de compléter les données quantitatives existantes provenant des études antérieures avec des données qualitatives. La définition du cadre d'échantillonnage ayant servi aux systèmes de production devant être compris dans le cadre du

PRA était basée sur une classification antérieure qui avait caractérisé le secteur d'élevage Malien comme étant dominé par deux systèmes principaux de production le système pastoral et le système agro-pastoral, chacun d'eux étant alors subdivisé en trois sous-systèmes selon les activités agricoles auxquelles ils se rapportaient. Cette répartition a conduit à la sélection de l'échantillon.

Encadré 1 : Classification des Systèmes Maliens de Production de l'Elevage

Systèmes Pastoraux	
Extensifs	
Culture	pluviale
Culture de décrue	
Agro-Elevage	
Culture	pluviale
Riz	irrigué
Culture commerciale	
Engraissement	

Tableau 1 : Questions Identifiées et Solutions Envisagées

Domaine	Problèmes	Solutions proposées
Institutions économiques et politiques	manque au niveau local de pâtures concentrées	libéralisation des industries de production concentrés
	manque d'information sur le marché	publication hebdomadaire à la radio des prix du marché
Institutions des politiques conflits entre les éleveurs et	sociales et de gestion foncière	négociation directe au niveau du village sous la médiation de la direction des projets des

les agriculteurs		ressources naturelles
	faiblesses des organisations pastorales	appui des initiatives de base ; inclusion des représentants des éleveurs dans les Chambres de l'Agriculture
	mauvaise couverture des services vétérinaires	formation des auxiliaires du village par des ONG spécialisées ; distribution des produits vétérinaires par le secteur privé et les organisations pastorales
Recherche et vulgarisation	pénurie de nourritures du bétail pendant la saison sèche	renforcement des programmes de recherche en cours sur la production du fourrage moins coûteux et les technologies de conservation
	diminution du nombre des gardiens de troupeau qualifiés	programmes de vulgarisation se concentrant sur les qualifications essentielles pour les populations transhumantes
	projets de gestion des ressources naturelles	expansion du programme pastoral pilote dans les communes

Stratégies sectorielles

Se basant sur les informations provenant des groupes de producteurs et sur les enseignements tirés des travaux antérieurs, les projets sous-sectoriels indépendants (élevage, foresterie, et produits de base spécifiques) sont évités pendant que des actions qui profitent à chaque sous-secteur particulier sont consolidées au sein des ensembles sectoriels détaillés. Les avantages de cette approche sont qu'elle assure une couverture intégrale de toutes les questions qui se posent dans le contexte du secteur dans son entièreté, permet un traitement plus efficace de chacune de ces composantes étant donné qu'elles peuvent être préparées et identifiées par les départements et le personnel relevant de chaque cas, et a comme conséquence une planification plus intégrée et coordonnée (vulgarisation, financement, taxes) à travers les différents sous-secteurs (cultures, foresterie, élevage, etc.)

Problèmes rencontrés pendant le processus participatif

Implication limitée de certains intéressés : Plusieurs organes du gouvernement étaient totalement impliqués dans le processus - certains autres étaient tenus à l'écart. Alors que les donateurs étaient tenus pleinement informés sur le processus, les ONG, même celles qui sont spécialisées, n'étaient pas impliquées, excepté pour la mise à disposition de certains spécialistes du PRA. Certains commerçants étaient impliqués dans la collecte des données du marché et avaient participé à la réunion de clôture. Les gardiens du bétail eux-mêmes étaient seulement impliqués quand ils devaient répondre aux questionnaires des enquêtes dans leurs villages. Les prochaines activités devraient assurer une implication plus active d'autant d'intéressés que possible au niveau local dans les activités de lancement du processus, d'exécution et de contrôle.

Expérience limitée des facilitateurs locaux sur les techniques participatives : Les consultants locaux devraient recevoir des informations adéquates à leur engagement et devraient être formés suffisamment aux techniques participatives. Un directeur du programme basé localement et un superviseur de la participation devraient être nommés pour assurer l'identification des problèmes et la liaison avec l'équipe locale. L'un des mauvais résultats les plus visibles se manifesta dans la documentation sur les informations relatives au travail sur le terrain.

Une attention inadéquate portée sur les questions sociales : Ce problème a été cité comme une contrainte dans la constitution initiale d'un échantillon efficace des communautés villageoises.

Relever les attentes dans les communautés visitées : Il s'agit d'un problème potentiel dans n'importe quel type de consultation au niveau local. Dans ce cas, on a dû particulièrement veiller à s'assurer que les villageois étaient au courant des objectifs de politique du travail et qu'ils avaient réalisé que les consultations n'allaient pas leur apporter des bénéfices immédiats. Représentation à l'atelier des travaux de clôture et retraite pour le suivi : Comme la majorité était constituée des membres du personnel technique qui s'étaient sentis menacés par l'approche participative, ils avaient eu tendance à proposer des interventions de leur prédilection plutôt que de suivre la procédure mise en place et qui visait d'évaluer chacune des recommandations des producteurs sur la base d'un ensemble de critères communs. Au même moment, il a manqué des économistes et des spécialistes en administration qui auraient pu expliquer les politiques de modernisation et de décentralisation du gouvernement. Il n'y avait pas eu de représentants des sous-secteurs agricoles ou des sciences sociales.

Perspectives

L'approche participative, lorsqu'elle est appliquée aux projets à venir et aux initiatives de développement dans ce secteur, contribuera au traitement des problèmes réels, en rendant ces projets et programmes plus acceptables par les producteurs et en aidant le personnel technique en charge de leur exécution d'acquiescer une meilleure perception des problèmes qu'ils traitent. Les informations recueillies dans les dix villages serviront également de point de départ utile pour l'évaluation future et le contrôle du progrès. Les rapports des équipes techniques sur la participation, l'analyse économique, la durabilité environnementale, la commercialisation et l'exportation du bétail représentent tous d'importantes contributions et voies nouvelles pour avoir un aperçu de ces problèmes du point de vue du producteur.

Tableau 2 : Approche Sectorielle des Questions Sous-Sectorielles

Support au secteur rural

- Restructurer le Ministère du Développement Rural et de l'Environnement (MDRE) pour améliorer la capacité du Ministère à planifier, exécuter et contrôler les activités
- Politiques relatives à la gestion foncière, l'offre et la commercialisation des intrants, le contrôle de santé obligatoire, et une taxation efficace
- Composante de la vulgarisation pour inclure les activités pour promouvoir l'alphabétisation fonctionnelle dans les communautés pastorales, fournir des messages aux groupes de producteurs, et former les para-vétérinaires
- Support des organisations pastorales, y compris par la diffusion à la radio des prix du marché

Opérations des infrastructures rurales

- Assurer l'approvisionnement en eau aux gardiens de bétail et à leurs troupeaux
- Infrastructures de commercialisation, particulièrement dans les villes où se pratiquent les activités commerciales et d'exportation
- Des installations d'abattage simples et moins coûteuses dans les villes disposées à partager le coût d'amélioration de la santé de leurs populations

Opérations bancaires du crédit rural Financement

- Crédit à court terme pour l'engraissement et la commercialisation du cheptel
- Crédit à moyen terme pour les vendeurs et les transformateurs
- Crédit à long terme pour les investissements au niveau des fermes et pour l'équipement industriel

Recherche agricole

- Production d'un fourrage efficace et bon marché et conservation ; transformation des sous-produits agricoles et industriels pour la production de la pâture; amélioration des techniques génétiques pour les troupeaux commerciaux ; transformation de dimension moyenne des produits d'élevage comme industrie artisanale

Gestion des ressources naturelles

- Reconnaissance des groupes de producteurs organisés, reconnaissance de la zone du terroir (zone d'intervention dans une communauté donnée) ; opérations-pilotes pour la gestion de la propriété commune (forêt, surfaces).

John Hall. 1997. Pour tous renseignements complémentaires, contacter M. John Hall, Bureau J6-123, Banque mondiale, 1818 H Street NW, Washington, D.C. 20433. Tél : (202) 473-4999. Adresse Internet : Jhall@worldbank.org ou Mme Essama Suzanne, Bureau J5-170, tél. (202)473-4128; e-mail : sessama@worldbank.org